

Le Grand Paris et son budget à la Région

AFP Publié le 28/06/2012 à 19:20

Le Grand Paris, projet de développement de la région capitale articulé autour d'un métro automatique d'ici 2025, a resurgi aujourd'hui au conseil régional d'Ile-de-France, la droite faisant part de ses craintes et la gauche avançant vers un rééquilibrage des financements en faveur des transports du quotidien.

Le Grand Paris, né de la volonté de Nicolas Sarkozy, a fait l'objet de trois questions d'actualité des groupes PS, Ares (centre) et Mouvement populaire (nouvelle appellation de l'ex-majorité présidentielle, UMP), deux jours après la première prise de position de Cécile Duflot (EELV) qui en est la ministre après en avoir été une farouche opposante.

« Nos inquiétudes sont renforcées : Mme Duflot a parlé de revoir le séquençage » du Grand Paris Express, le futur métro en double rocade autour de Paris, a déclaré François Durovray (UMP) à l'ouverture de la séance plénière. « Cela signifie que la boucle ne sera plus une boucle mais de simples tronçons. C'est à dire un cul-de-sac ».

Laurent Lafon (Ares) a renchéri : « Nous ne voudrions pas assister à un démantèlement du Grand Paris Express, l'avenir de notre région s'en trouverait alors gravement compromis ». Plus largement, les élus UMP craignent « un siphonnage des crédits affectés au Grand Paris » pour les mettre sur la modernisation des transports existants, notamment les RER, « alors que le Stif dispose de tous les moyens » pour assumer cette modernisation.

Le président de la région, Jean-Paul Huchon (PS), a rappelé que sa position restait « fondée sur l'accord conclu avec l'Etat et les départements » en janvier 2011, acte de naissance du projet du Grand Paris Express, après une douloureuse gestation.

Pour autant, il a mis l'accent sur les possibilité d'« améliorer cet accord » autrement dit de « faire une place plus grande aux financements des RER », entre autres.

Et cela pourrait se faire grâce à des « passerelles entre le plan de mobilisation » pour les transports et les RER « et le Grand Paris Express par un système d'avances », a ajouté M. Huchon, faisant valoir que la Société du Grand Paris (SGP, maître d'oeuvre du futur métro) avait « accumulé plus de 400 millions d'euros, dont seuls 11 millions ont été dépensés » en études et acquisitions foncières. Le devenir de cette cagnotte devrait être l'un des sujets sensibles abordés lors du conseil d'administration de la SGP, jeudi prochain.

Cécile Duflot : « Le Grand Paris ne sera pas Dubaï-sur-Seine »

Gilles Davoine et Jacques-Franck Degioanni | 26/06/2012 | 17:42 | Aménagement



A l'occasion de la présentation des résultats de la consultation pour l'architecture et le design des gares du Grand Paris -remportée par l'équipe de Jacques Ferrier-, la ministre de l'Egalité des territoires a précisé sa vision de l'aménagement de la région-capitale.

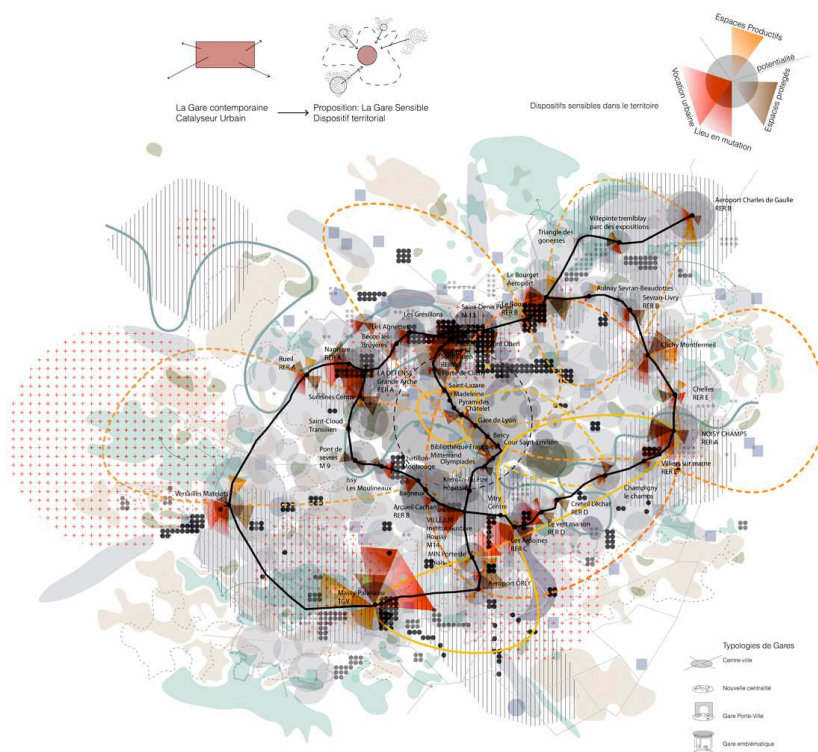
Après des mois de flottement, le Grand Paris semble relancé. Quelques jours après la publication par le ministère de la Culture de la nouvelle liste des équipes d'architectes-urbanistes composant l'Atelier International du Grand Paris, Cécile Duflot, ministre de l'Égalité des territoires, a précisé pour la première fois sa vision de l'aménagement de la région-capitale, en quelques phrases bien senties : « le Grand Paris ne peut se résumer à un projet de transport (...), on ne peut considérer qu'il suffirait, pour répondre aux attentes de 12 millions de Franciliens, de relier entre eux des pôles d'excellence au seul titre de leur attractivité économique, pour une plaquette de marketing territorial (...), le Grand Paris n'aurait pas de sens s'il se construisait pour ses concurrents, plutôt que pour ses habitants. Ce ne sera pas Dubaï-sur-Seine ».

La ministre, qui s'est volontiers autoproclamée « ministre du Grand Paris » intervenait à l'occasion de la présentation des résultats de la consultation pour « l'architecture et le design des gares du Grand Paris ». Consultation remportée par l'agence Jacques Ferrier Architectures qui conduira un groupement comprenant notamment le laboratoire d'idées et de prospection Sensual City Studio (*voir ci-dessous*) et l'université américaine du MIT (*).

(*). Quatre autres équipes ont concouru, conduites par les architectes Jean-Marie Duthilleul, Bruno Fortier, Périphériques, Elizabeth et Christian de Portzamparc. Les projets seront exposés au public à la galerie d'architecture à Paris 4e, du 10 au 15 juillet.

L'exercice était délicat : il ne s'agissait pas de déterminer un type d'architecture pour l'ensemble des 57 gares - ni même une simple identité visuelle - mais de définir des principes d'ordonnement des espaces, de qualité de lumière, de choix des matériaux et du mobilier...

Le projet lauréat de Jacques Ferrier a joué le jeu... et même au-delà, en refusant de produire des représentations spatiales ou des schémas de fonctionnement mais en s'appuyant sur la notion « d'expérience » vécue par l'utilisateur. La gare y est considérée avant tout comme une somme d'expériences, visuelles, olfactives, acoustiques, lumineuses, de matérialité... Et c'est bien sur la définition de ces ambiances que l'équipe se propose de travailler pour élaborer trois chartes de conception des gares - architecture et aménagement, design des espaces, intégration des équipements - que les différents maîtres d'œuvre choisis sur concours devront respecter. L'équipe de Jacques Ferrier accompagnera ainsi pendant 7 ans les futurs architectes des gares du Grand Paris dont les premiers seront désignés fin 2012 pour le secteur de la ligne « rouge » Le Bourget-Pont de Sèvres.



Principes de « gares sensuelles » sur le schéma du Grand Paris Express (étude réalisée par Sensual City Studio)

FOCUS

Un studio de création pour donner corps à la « ville sensuelle »

Chargés, après concours, d'une mission de conseil sur l'architecture et le design des futures gares du Grand Paris - de manière à leur donner un « air de famille » - les architectes et urbanistes Jacques Ferrier et Pauline Marchetti, associés au philosophe Philippe Simay, ont de la suite dans les idées... Après avoir organisé un colloque au Collège de France (2009) sur le thème de « La ville sensuelle » et livré le pavillon France de l'exposition universelle de Shanghai (2010) sur ce même thème ; ils ont fondé le Sensual City Studio (SCS) dans la foulée, en vue de capitaliser leurs expériences. Ce laboratoire d'idées, de création et de prospective urbaine entend réunir un vaste réseau d'acteurs en provenance du monde de l'art, de l'architecture et de l'urbanisme, ainsi que des sciences humaines et sociales. SCS veut développer une approche sensible et humaniste de la métropole qui conjugue développement durable et nouvelles technologies au service de l'innovation et des « plaisirs urbains », tous sens confondus...

Structure légère

« SCS formule une critique de l'urbanisme de géométrie et de l'urbanisme international, pour les remplacer par un urbanisme d'atmosphères, de matérialités et de contexte, mêlant architecture et paysage, explique Jacques Ferrier. C'est une approche opérationnelle qui entend fixer un nouveau cadre à la technique en remettant l'humain et l'urbain au centre du dispositif et en mobilisant les technologies de pointe pour créer une ville sensuelle. » « Il s'agit de créer un réseau « autour » de l'architecture, un « à-côté » de l'agence, à la manière de l'AMO de Rem Koolhaas par rapport à OMA, précise encore Pauline Marchetti. C'est une structure légère porteuse d'autres dimensions. » Selon Philippe Simay, « chacun des projets de SCS se polarise autour d'un thème - « la nuit », « la matière des villes », « le climat » - qui privilégie le questionnement et la pluridisciplinarité en proposant une dimension créative plus spontanée et plus instantanée que la procédure d'appels d'offres ». Parmi les réflexions conduites à ce jour par SCS, l'une concerne l'arc méditerranéen qui va de Gênes à Barcelone, en embrassant quelque 10 millions d'habitants sur 3 pays, « dans une totale continuité urbaine tournée vers la mer, détaille Jacques Ferrier, à la manière d'une vaste conurbation japonaise, promesse de nouveaux développements, qui appelle une vision commune ».

Gilles Davoine et Jacques-Franck Degioanni | [Source LE MONITEUR.FR](#)

Grand Paris : Ce ne sera pas « Dubaï-sur-Seine » selon Duflot

[Evous.fr](#) > [Paris](#) > [Enjeux, débats et opinions Paris](#) > [Le Grand Paris](#)

27 juin 2012

Mardi 26 juin, Cécile Duflot, la ministre du Logement, a présenté officiellement sa vision du Grand Paris, un dossier récupéré sur les bureaux de l'ancien gouvernement.

Alors que la région et l'État étaient parvenus de façon laborieuse à un accord l'an passé sur la construction du fameux Grand Paris Express, un métro automatique en rocade, l'écologiste a tenu à imposer ses vues sur le sujet d'un dossier auquel les écologistes sont historiquement opposés.

Lors de cette conférence de presse, Cécile Duflot a défendu l'idée d'un Grand Paris « au plus près des habitants », définissant « l'égalité des territoires » comme sa priorité. « On ne peut considérer qu'il suffirait pour répondre aux attentes de douze millions de Franciliens de relier entre eux des pôles d'excellence, au seul titre de leur activité économique et pour une plaquette de marketing territorial », expliquait la ministre avant de conclure d'une petite phrase lourde de sens : « **Le Grand Paris, ça ne pourra pas être Dubaï-sur-Seine** ». Entre les lignes, on pourra lire que ni l'État ni les régions ne se sont construits sur des champs de pétrole, et que rigueur oblige, il va falloir repenser les investissements.

Restant tout de même prudente sur un sujet sensible, Cécile Duflot expliquait ensuite vouloir « identifier des priorités » selon « l'urgence, du quotidien et des besoins des habitants ». Autrement dit, limiter la création des nouveaux équipements pour privilégier la rénovation de ceux qui existent déjà. Dans ce sens, la zone nord-est du futur métro devrait être le premier à voir le jour, puisqu'il concerne la région la moins bien desservie du territoire.

D'ores et déjà, des voix s'élèvent à droite, comme celle de Roger Karoutchi, le sénateur UMP des Hauts-de-Seine qui voit dans la nouvelle orientation du projet la possible « mort du Grand Paris ».

Le dossier est-il tombé entre de bonnes mains ?

Depuis la nomination du gouvernement Ayrault, le **flou** régnait sur l'attribution du Grand Paris. **Cécile Duflot**, ministre de l'Égalité des territoires et du logement, et **François Lamy**, ministre délégué à la Ville, avaient tous deux la légitimité pour se charger de ce grand chantier. Un flou que la chef de l'opposition au conseil régional d'Ile-de-France, l'ex-ministre du Budget UMP **Valérie Pécresse** s'était empressée de souligner, dans un communiqué publié mercredi 23 mai : « **Le Grand Paris est aujourd'hui en péril** (...) Une semaine après la constitution du nouveau gouvernement, le Grand Paris cherche désespérément le ministre qui sera en charge de ce dossier. »

Mais fin mai, Cécile Duflot annonçait lors du conseil municipal de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), où elle siège, qu'elle prenait en main le dossier. Sa première déclaration de ministre en charge du Grand Paris ? « Le Grand Paris avait été imposé de manière brutale par l'ancien président de la République. **Il devra être rediscuté, notamment pour permettre une articulation plus importante entre les collectivités locales et l'État** », lisait-on dans Le Parisien.

Le chantier du Grand Paris est extrêmement vaste. Il s'étend de la mise en œuvre du métro automatique Arc Express en rocade de la petite couronne à la construction de 70.000 **logements neufs**, en passant par le développement d'une « Silicon Valley à la française » sur le plateau de **Saclay** (Essonne).

Pour rappel, pendant la campagne présidentielle, **François Hollande** avait écarté une large remise en cause du Grand Paris : « **Je serai bien entendu très attentif à ce que le projet du Grand Paris se poursuive car les accords trouvés méritent d'être menés à bien** », avait-il écrit en réponse à un questionnaire de l'association des maires d'Ile-de-France.

Les écologistes d'EELV, dont Cécile Duflot est encore aujourd'hui la secrétaire nationale, se sont toujours montrés très critiques envers le projet du grand Paris tel qu'il était mené par la droite. Pire : ils ont aussi eu le plus grand mal à s'accorder sur ce point avec leurs alliés socialistes d'Ile-de-France. La ministre avait annoncé fin mai, en marge d'une réunion publique qu'elle menait en tant que candidate aux législatives à Paris, qu'elle allait lancer, « **dans les jours qui viennent** », une **concertation** avec les acteurs du projet. L'objectif ? « Évaluer avec eux quel est son avenir, l'évaluation qui est en faite et quelle est la nouvelle donne. » Elle a surtout évacué tout risque de divergence de vue au sein du gouvernement : « **Mes positions antérieures sont connues** », a-t-elle ainsi lancé avant de préciser : « J'ai été nommée en connaissance de cause mais (...) **je suis celle qui va faire en sorte que le projet soit sur de bons rails.** » Décidément, l'appel à la cohésion gouvernementale lancé par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a été entendu...

Grand Paris : Cécile Duflot monte au créneau et exprime les ambitions du gouvernement

27/06/2012

La ministre de l'égalité des territoires et du logement, Cécile Duflot, a pris pour la première fois la parole, hier à la Maison de l'architecture en Ile-de-France, au sujet du Grand Paris, projet dont elle a la charge.

« *Le Grand Paris n'aurait pas de sens s'il se construisait pour ses concurrents plutôt que pour ses habitants. Le Grand Paris ne sera pas Dubaï-sur-Seine* ». C'est l'une des phrases exprimées par la ministre, lui permettant d'illustrer son propos. En effet, Cécile Duflot a voulu appuyer l'ambition et les dispositions du nouveau gouvernement dans la réalisation de ce projet, lors de la présentation des projets d'architecte des gares de la future ligne Grand Paris Express. Elle a rappelé que le défi du Grand Paris est à terme de proposer et « *d'inventer une métropole au service de ses habitants. Le Grand Paris doit être utile aux usagers des transports, aux travailleurs et doit servir à désenclaver les territoire* ». Elle lance d'ores et déjà un appel à la concertation avec pour objectif d'établir un dialogue durable avec l'ensemble des élus locaux et des acteurs institutionnels concernés.

Enfin, la « haute responsable de chantier », a réaffirmé sa confiance et son soutien envers la Société du Grand Paris : « *Pour réussir et être efficaces, les artisans de la Société du Grand Paris peuvent être assurés de ma confiance. Le président du directoire, Etienne Guyot a su montrer son talent et sa dextérité pour concilier les oppositions* ».